

*Initiatives ministérielles*

loi prouve que le gouvernement ne nourrit aucun idéal pour notre pays ni ne vise aucun objectif.

Je voudrais examiner un instant le bilan du gouvernement. Il demande l'autorisation d'emprunter 24,7 milliards de dollars, et les Canadiens doivent lui en demander la raison. Pourquoi le gouvernement veut-il emprunter encore 24,7 milliards de dollars?

Car, depuis le budget qu'il a présenté en 1989, ses recettes se sont accrues de 16,5 p. 100. Cela veut dire, à toutes fins utiles, que les impôts ont augmenté de 16,5 p. 100, car cet argent doit venir de quelque part, et cela, en pleine récession.

Mon collègue, le député de Thunder Bay—Nipigon, et d'autres députés de ce côté-ci de la Chambre sauront confirmer à toutes les personnes présentes et à toutes celles qui suivent le présent débat que, au cours de la même période, la dette nationale a grossi de 27,3 p. 100.

Or, le gouvernement doit avoir une raison de demander à emprunter cet argent. Pourquoi percevoir des impôts si ce n'est pour offrir des services aux citoyens? Mais, comme l'a fait remarquer mon collègue, on ne sait pas trop ce que le gouvernement compte faire de cet argent.

Avant d'analyser la situation de plus près, je crois important ou du moins intéressant de rappeler que, de la prise du pouvoir par les conservateurs en 1984, jusqu'au récent budget, les impôts ont augmenté de 64 p. 100. Les taxes de vente ont grimpé de 236 p. 100. La taxe sur l'essence, qui est l'une des principales causes du magasinage transfrontalier, s'est accrue de 479 p. 100. Et pourtant, la dette est encore là. Notre dette accuse une croissance vertigineuse. Elle a augmenté de 27,3 p. 100 au cours de la même période.

La plupart des Canadiens seraient peut-être capables d'encaisser toutes ces augmentations de taxe, de payer tout cet argent. Nous dirions volontiers que oui, nous sommes prêts à assumer notre part des besoins plus importants de notre pays. Mais où est allé cet argent? A-t-il servi à corriger les inégalités régionales dans notre pays?

Pensons un instant à la répartition de la population. Les habitants du Canada atlantique, par exemple, représentent 8,6 p. 100 de la population du Canada. Pourtant, cette population ne peut payer que 5,8 p. 100 du total de nos recettes fiscales. Si l'on tient compte des recettes

fiscales, tant provinciales que fédérales, ils n'en paient que 5,7 p. 100.

Vous devez y réfléchir et admettre que c'est injuste, qu'ils devraient payer plus. Ils en sont incapables, parce que ce gouvernement, au cours des deux dernières législatures, n'a pas voulu se pencher sur un problème majeur, les disparités régionales.

Je poursuis sur la question du Canada atlantique, car on y trouve un indice du peu d'empressement qu'a montré le gouvernement à répondre aux besoins des Canadiens. Lorsque ces gens, ces 8,6 p. 100 de la population canadienne, remplissent leur déclaration de revenus, l'assurance-chômage, les pensions de vieillesse et les allocations familiales représentent 57,6 p. 100 de leur revenu net. Ces Canadiens de l'Atlantique vivent de la générosité de leurs concitoyens des autres régions — et ce n'est pas très joli à dire.

En comparaison, en Ontario, ma province, ces programmes représentent une part beaucoup plus faible du revenu global. En fait, la population de l'Ontario, qui ne représente que 36,7 p. 100 de la population du Canada, contribue dans une proportion de 45,7 p. 100 aux recettes nationales.

Nous n'avons donc pas supprimé les inégalités dans l'accumulation et la répartition des richesses. Pis encore, avons-nous favorisé la croissance là où c'était possible? Avons-nous supprimé les déséquilibres économiques?

Nul n'ignore, monsieur le Président, que le commerce extérieur représente 30 p. 100 du revenu national. Nous avons une balance commerciale déficitaire dans nos échanges avec le Japon, avec la CEE, avec d'autres pays membres de l'OCDE et avec tous les autres pays. Notre balance commerciale n'est excédentaire que dans nos échanges avec les États-Unis, ce dont il n'y a pas de quoi pavoiser parce que nous réalisons les trois quarts de nos échanges avec les États-Unis. Aucun autre pays du monde ne compte autant sur un seul client, un seul marché.

Le gouvernement se sert-il de l'argent des contribuables pour redresser ces déséquilibres?

Même dans nos échanges commerciaux avec les États-Unis, nous sommes déficitaires dans tous les domaines, sauf les matières premières, comme l'a précisé le député de Thunder Bay—Nipigon. Imaginez, le seul domaine où nous avons un excédent dans nos échanges commerciaux, qui représentent 30 p. 100 du revenu national, c'est celui des ressources naturelles.